

Rapport de gestion 2021

Banque du Léman

banque
du léman

TABLE DES MATIÈRES

[Messages du Président du Conseil
d'Administration
et du Directeur Général](#) p. 3

[Environnement économique](#) p. 5

[Chiffres clés 2021 et perspectives 2022](#)
p.8

[Gouvernance](#) p. 11

[Indicateurs financiers](#) p. 15

[Etats financiers au
31.12.2020](#) p. 16

[Opinion d'audit](#) p.31

Messages du Président du Conseil d'Administration et du Directeur général

Nous avons le plaisir de vous présenter le 8ème rapport annuel de la Banque du Léman relatif à l'exercice 2021.

Après la crise...



Alain Denizot
Président du conseil
d'Administration

..la crise. Nous aurions tellement voulu commencer ce message avec une note d'espoir qui ferait le bilan sur un Covid-19 relégué à un statut de maladie endémique, à la fin de toute mesure sanitaire exceptionnelle et le retour à une vie normale, ou tout du moins comparable à celle prévalant en 2019. Si le virus a effectivement marqué le pas et qu'il est désormais probable que le plus fort de la pandémie soit désormais derrière nous, cette crise est chassée par une autre crise, radicalement différente, mais aux répercussions tout aussi dommageables. La guerre en Ukraine est un événement majeur aux multiples répercussions politiques, économiques, mais également humaines. Une guerre aux portes de l'Europe que beaucoup ne pensaient plus possible au lendemain de la seconde guerre mondiale. Une guerre dont l'issue est encore très incertaine. A court terme, les intentions russes sur un envahissement total ou partiel de l'Ukraine ne sont pas claires. La capacité de l'Ukraine à se défendre est également une variable qui peut conduire à un enlèvement plus ou moins long du conflit. A moyen et long terme, les relations géopolitiques, mais également économiques, à l'échelle mondiale, sont remises en question. Est-ce le retour à un affrontement entre deux blocs, à l'instar de la guerre froide des années 1950-1980? Est-ce une remise en cause du mouvement de mondialisation initié il y a maintenant déjà plusieurs dizaines d'années ? Ces perspectives soulèvent légitimement beaucoup de questions et d'inquiétudes.



Pascal Duchaine
Directeur général

Dans ce contexte sombre, la Banque du Léman a su maintenir son cap. L'année 2021 a été marquée par le retour de la croissance en Suisse, et les performances commerciales ont donc été de taille : près de 3'500 nouveaux clients ont rejoint la Banque, soit une croissance de 30% sur un an. L'offre dédiée aux Frontaliers est désormais connue et appréciée. En veut pour preuve un nombre toujours plus importants de clients qui sont recommandés par des clients existants. Dans un contexte de franc suisse très fort, les produits proposés aux Frontaliers pour profiter au mieux de cette situation, leur permettant notamment de se désensibiliser des variations de change, font clairement partie d'une offre à grande valeur ajoutée qui est aujourd'hui plébiscitée sur le marché. Nos ambitions de croissance sur ce segment des Frontaliers demeurent par conséquent très fortes, ambitions sans aucun doute réaffirmées dans le prochain plan stratégique de la Banque qui couvrira la période 2023-2025. Autres éléments démontrant le dynamisme de la Banque : un portefeuille crédit en croissance de 13%, des dépôts de la clientèle en progression de 57%, un chiffre d'affaires qui s'établit au-delà des CHF 15mios, soit 13% de mieux que l'année précédente. Autant d'indicateurs dont nous sommes très fiers mais qui sont avant tout le résultat de toute une équipe qui met le client au cœur de sa stratégie.

2022 s'annonce être à nouveau une année remplie d'incertitudes et d'instabilité, mais l'agilité qui caractérise la Banque du Léman sera sans conteste sa plus grande qualité pour poursuivre son développement.

Un changement de taille pour grandir encore plus

Début janvier 2021, la Banque du Léman vivait sa première grande mutation avec le changement de tout son système informatique, passant de la solution Avaloq à Finnova opérée par Swisscom. Ce changement majeur, décidé deux ans auparavant, avait pour vocation de donner les moyens nécessaires à la Banque pour réaliser ses objectifs ambitieux de croissance, de renforcer son organisation, mais également d'offrir à sa clientèle des outils et services modernes. Un an après cette migration, les faits sont là : ce changement a été une véritable réussite. Il s'est déroulé non seulement conformément au plan initial et n'a nui d'aucune manière à l'activité de la Banque, mais il répond surtout aux promesses faites. Le nouvel outil de production permet aujourd'hui de découpler nos capacités opérationnelles et ainsi être en mesure de répondre à une demande toujours plus importante de personnes désirant devenir client; ceci, avec les exigences de qualité et de rapidité que la Banque s'est toujours imposées. A titre d'exemple, nos équipes traitent aujourd'hui 3 à 4 fois plus d'ouvertures de comptes qu'il y a deux ans. Ce changement informatique a également bénéficié directement à tous nos nouveaux clients qui peuvent désormais ouvrir leur compte directement en ligne. Et ceci n'est qu'un début. De nouveaux services en ligne sont à l'étude et devraient permettre prochainement à nos clients de simplifier encore plus la gestion de leur banque au quotidien.

Ce changement de taille se traduit également pour la Banque par de nouveaux locaux qui viennent compléter la surface de travail actuelle. Nous sommes donc très heureux de pouvoir annoncer que nos équipes commerciales dédiées aux entreprises et aux crédits hypothécaires pourront dorénavant rencontrer leurs clients rue du Mont-Blanc à Genève.

De la douceur de l'eau du Léman

A la fois suisse et français, nommé tantôt lac de Genève tantôt lac Léman, le Lac compte parmi les fiertés tant des Suisses romands que de leurs voisins haut-savoyards : Bol d'Or, Coupe de Noël, fêtes du lac, autant d'événements venant célébrer l'un des plus grands lacs d'Europe. Historiquement implanté à Genève et portant dans nos gènes le nom du Léman, c'est donc très logiquement que nous sommes sensibles à préserver et mettre en valeur ce joyau naturel. C'est dans ce cadre que la Banque du Léman s'est rapprochée de l'Association pour la Sauvegarde du Léman (ASL) dont le but est d'agir concrètement pour sensibiliser et former les habitants de tout le bassin lémanique mais également d'intervenir sur le terrain à travers différentes actions.

Le Lac ne serait évidemment pas le lac sans ses voiliers et autres bateaux cabotant ou naviguant tout le long de ses rives. Depuis plusieurs années déjà nous nous sommes engagés auprès du navigateur Valentin Gautier, qui a su brillamment s'illustrer avec son binôme Simon Koster lors de différentes courses au large à bord du Class 40 Banque du Léman. En 2021, ce fut pour eux la consécration avec une deuxième place à la Transat Jacques Vabre à seulement quelques heures du premier ainsi qu'une deuxième place au championnat Class40 2021. L'aboutissement de ce partenariat se fera en 2022 avec une participation à l'une des plus belles courses au monde, la Route du Rhum. Mais la Banque a à cœur de continuer l'aventure et est fière de pouvoir accompagner prochainement le Centre d'Entraînement à la régates (CER) de Genève et ainsi continuer à accompagner des jeunes désireux de découvrir et pratiquer la voile.

Les couleurs de la Banque du Léman ne sont donc pas prêtes de s'éteindre sur le Lac !

Nous tenons à remercier chaleureusement l'ensemble de nos équipes, qui œuvrent avec tellement d'énergie et d'enthousiasme pour voir grandir chaque jour un peu plus leur Banque. Merci également à l'ensemble de nos clients pour la confiance et les encouragements sans cesse renouvelés et, à tous nos partenaires et fournisseurs sur qui nous pouvons compter.

Alain Denizot
Président du Conseil d'administration

Pascal Duchaine
Directeur général

Environnement économique



Bruno LAURENT
Directeur général adjoint
et Directeur administratif
et financier

Une année 2022 qui s'annonce encore très chahutée

Beaucoup s'attendait à une année 2022 synonyme de retour à la normale, à l'instar de l'OCDE qui écrivait fin 2021 que les pays les plus forts économiquement devaient retrouver une activité semblable à celle d'avant la pandémie et ce, avant la fin 2022. Si l'inflation était vue comme un phénomène temporaire, d'avantage marquée aux Etats-Unis qu'en Europe, elle n'était pas source d'inquiétude particulière. Tout a finalement été remis en cause début 2022. La guerre menée en Ukraine par les armées russes est avant tout une catastrophe humanitaire avec des millions de réfugiés, des pertes civiles et militaires significatives et un pays détruit en l'espace de quelques semaines. Les répercussions économiques négatives se font également déjà sentir dans le monde entier et risquent de s'aggraver encore à court terme. Dans ce contexte, et toujours selon l'OCDE, la croissance mondiale 2022 pourrait être impactée de plus d'un point de croissance par rapport aux anticipations faites il y a quelques mois seulement. Les chiffres révisés prévoient désormais une croissance de 2.6% contre 3.6% prévue initialement. Les difficultés d'approvisionnement conjuguées à la hausse vertigineuse du coût de l'énergie risquent d'impacter un grand nombre de secteurs industriels. Dans ce contexte, le retour de l'inflation, déjà constaté avant la guerre en Ukraine, s'est intensifié avec un niveau comparable à celui des années 1980. La Banque Centrale Européenne (BCE) anticipe ainsi une inflation à 5.1% pour 2022 (elle prévoyait 3.2% en décembre 2021) et prévient qu'« elle pourrait être considérablement plus élevée à court terme » selon les mots de sa Présidente, Christine Lagarde.

La Suisse n'est naturellement pas épargnée par ce mouvement mondial. La solide reprise constatée en 2021 avec une croissance de près de 3.5% de son PIB sera nécessairement freinée en 2022. L'indicateur KOF de la situation des affaires en Suisse a ainsi chuté en mars 2022 en raison des perspectives incertaines. S'il est encore prématuré pour évaluer précisément l'impact direct de la guerre en Ukraine sur l'économie helvète, la Suisse subira néanmoins les effets indirects couplés à des pressions inflationnistes élevées poussant les prix nationaux à la hausse.

Une inflation synonyme de remontée des taux d'intérêts ?

Depuis 2021, le spectre du retour de l'inflation est réapparu. Considéré initialement comme un phénomène purement transitoire, conséquence temporaire du retour à une croissance soutenue après la crise du Covid-19, les analyses actuelles tranchent radicalement et il est aujourd'hui question d'une inflation qui devrait s'installer dans la durée et probablement s'étendre à tous les secteurs. Sur un an, elle a atteint des niveaux depuis longtemps oubliés : 4,5% en France, 7,3% en Allemagne, 6,4% aux Etats-Unis. Cette hausse est d'abord la conséquence de la flambée des prix de l'énergie et de l'augmentation du coût des denrées alimentaires, mais est également la conséquence de la difficile reconstruction des chaînes d'approvisionnement durement touchées par la pandémie. Face à cette situation, les banques centrales, dont l'une des principales missions est le maintien d'une inflation contenue, sont mises sous pression et évoquent déjà des mesures de relèvement de leurs taux directeurs. Les marchés ont clairement anticipé ce mouvement. A titre d'exemple le taux CHF à 10 ans est passé de 0,08% début janvier 2022 à 1,00% à fin mars.

Au niveau national, la Banque Nationale Suisse est dans une situation délicate. Suivre ses homologues étrangers et remonter ses taux d'intérêt pourrait conduire à un franc suisse encore plus fort qu'il ne l'est déjà. Ne rien faire pourrait être une situation tenable tant que l'inflation reste à des niveaux acceptables, ce qui n'est pas acquis pour les prochains mois.

Dans ce contexte, il est désormais certains que les taux d'intérêt hypothécaires vont subir une nette remontée en 2022. Mouvement déjà initié depuis fin 2021, il devrait s'intensifier dans les prochains mois. Un taux à 10 ans au-delà des 2,50% est donc une hypothèse tout à fait envisageable avant la fin de l'année.

Un marché immobilier en surchauffe ?

2021 a de nouveau été marquée par un marché immobilier hypothécaire résidentiel orienté à la hausse. Selon Wüest Partner, les prix ont progressé de 6,7% pour un appartement en PPE de superficie moyenne, et de 8,3% pour une maison individuelle de superficie moyenne. Cette situation est notamment la conséquence d'une offre en baisse conjuguée à des taux d'intérêt encore très bas. Est-ce que cette dynamique pourrait être remise en cause en 2022 ? S'il est clair que l'offre devrait rester insuffisante et donc favoriser un maintien des prix, la remontée des taux d'intérêts pourrait diminuer l'incitation à investir dans un logement en propriété. Une stabilité des prix pourrait alors être envisagée sur l'année en cours.

Le marché de l'immobilier commercial a continué en 2021 sa mutation. La demande pour des bureaux a poursuivi sa baisse, conséquence de la réorganisation du travail qui s'opère depuis 2 ans maintenant, même si, à court terme, l'évolution positive du marché de l'emploi permet de limiter l'impact sur la demande. La diversité de ces tendances devrait néanmoins conduire à une volatilité plus forte des loyers et des prix plus globalement. Ceci pourrait donc renforcer la liquidité du marché.

Un franc suisse au plus haut

En 2021, le franc suisse s'est continuellement renforcé face à l'euro, passant de CHF 1.10 pour EUR 1 début de l'année à CHF 1.04 au dernier trimestre 2021. La Banque Nationale Suisse rappelle régulièrement qu'elle considère la valeur de sa monnaie trop forte, mais ceci reste sans effet tangible. Son intervention sur le marché est donc restée nécessaire à plusieurs reprises pour contenir cette appréciation.

Avec la guerre en Ukraine, le mouvement haussier constaté en 2021 s'est accéléré, les craintes des répercussions économiques sur la zone euro pesant lourdement à la baisse sur la valeur de la monnaie européenne. Pour la deuxième fois en 7 ans, la valeur du CHF a ainsi atteint la valeur de l'EUR, niveau qu'il maintenait encore à la fin du premier trimestre 2022. Cette situation de parité ne semble plus à ce jour si exceptionnelle et pourrait donc devenir la norme sur les prochains mois.

Pourrait-on imaginer un franc suisse durablement plus fort que l'euro? Difficile de répondre à cette question. Techniquement parlant, rien n'empêche le franc suisse de passer sous la parité. Cette situation s'est d'ailleurs déjà produite très ponctuellement en janvier 2015 lorsque la Banque Nationale Suisse a abandonné son taux plancher. Une remontée trop rapide des taux d'intérêt en CHF pourrait par exemple constituer un attrait supplémentaire pour cette devise et la faire basculer sous la parité. Il existe néanmoins plusieurs facteurs qui rendent cette situation à ce jour peu probable. Outre l'effet psychologique, la parité étant vue comme un taux seuil, un renforcement du CHF au-delà de la situation actuelle pourrait fortement impacter l'économie suisse dont une partie non négligeable est portée sur l'extérieur. Une devise trop forte rendrait mécaniquement les exportations plus difficiles. Consciente de cette réalité, la Banque Nationale Suisse devrait donc prendre toutes les mesures à sa disposition pour éviter cette situation..

Bruno Laurent

Directeur général adjoint / Directeur administratif et financier



Chiffres clés 2021 et perspectives 2022

Chiffres clés 2021

2021 était a priori une année pleine de challenges pour la Banque du Léman : une situation sanitaire encore très incertaine avec la possibilité de retour à tout moment de mesures restrictives, une économie mise à mal après une année 2020 compliquée et, pour la Banque, des changements opérationnels et organisationnels majeurs avec une migration de l'ensemble de son système informatique. Pourtant, les objectifs fixés pour cette année sont restés ambitieux, la Direction et le Conseil d'administration étant confiants dans l'équipe en place pour relever ces défis. Et les chiffres à fin 2021 prouvent que cette confiance était justifiée. En veut pour preuve le Produit Net Bancaire qui a progressé de 14% en 2021, s'établissant à CHF 15,5mios contre CHF 13,6mios un an auparavant.

Avec une croissance nette de 23% du nombre de clients, soit une progression nette de plus de 2'700 clients sur l'année, la Banque enregistre sa meilleure performance historique. Cette situation a été la combinaison de plusieurs facteurs. La Banque continue d'abord à s'affirmer sur le marché bancaire de Suisse romande. Elle devient aujourd'hui un partenaire naturel et reconnu auprès des Frontaliers. Les synergies développées au sein du Groupe BPCE, avec notamment les banques frontalières, renforcent ce phénomène. Mais tout ceci a été rendu possible grâce au changement de système informatique permettant désormais d'absorber un plus grand volume d'activité tout en maintenant le niveau de qualité, de rapidité et de fiabilité que s'est fixé la Banque.

Cette croissance de la clientèle a permis à la Banque de renforcer la part de ses revenus de commissions bancaires qui s'établit désormais à CHF 2,0mios contre CHF 1,4mios un an auparavant, soit une progression de 43%. Axe de développement stratégique pour la clientèle Frontalière, les services de change offerts par la Banque ont également continué de progresser fortement sur l'année écoulée. Les volumes traités ont progressé de plus de 54%, générant mécaniquement une augmentation des revenus associés, passant de CHF 3,1mios en 2020 à CHF 4,3mios en 2021. Au global, la part des revenus de la Banque hors marge d'intérêts s'établit à 39% à fin 2021 (28% à fin 2020).

La Banque est par ailleurs toujours active sur le marché hypothécaire résidentiel, principalement en Suisse, mais également et dans une moindre mesure, en France, avec une offre dédiée pour les résidents suisses qui souhaitent investir de l'autre côté de la frontière, que ce soit pour usage propre (résidence secondaire) ou à des fins d'investissement. Le stock de crédits hypothécaires a progressé de CHF 126mios sur un an, soit une progression annuelle de plus de 15%, comparable à 2020.





Active sur le financement des PME locales, ce segment d'activité n'a pas connu de croissance sur les deux dernières années. La Banque estimant que le risque de défaut était en très nette hausse compte tenu de la crise du Covid-19, elle a préféré privilégier l'accompagnement de ses clients existants plutôt que chercher à développer d'avantage son portefeuille. La Banque a également constaté et dû gérer en 2021 le défaut d'un client PME générant un risque de perte estimé à fin 2021 à CHF 2.2mios. Ce montant a été intégralement provisionné. Une exposition résiduelle de CHF 2.4mios est toujours reconnue au bilan de la Banque qui bénéficie d'un gage immobilier permettant de couvrir le possible défaut.

Pilier majeur du plan stratégique actuel de la Banque, la diversification des sources de refinancement, et notamment l'augmentation des dépôts de la clientèle, a été une priorité pour 2021. Les efforts consacrés dans ce domaine ont porté leurs fruits. Les dépôts ont ainsi progressé de 57%, passant de CHF 274mios à CHF 429mios. La Banque bénéficie également d'un accès aux emprunts octroyés par la Banque suisse de lettres de gage (Pfandbriefbank); CHF 44mios de refinancement ont ainsi été obtenus sur l'exercice (CHF 60mios en 2020).

Au global, l'activité bilancielle de la Banque a permis de générer une marge nette d'intérêts de CHF 11.7mios (CHF 9.8mios en 2020) avant coût du risque.

Les charges d'exploitation atteignent CHF 14.0mios sur l'exercice (CHF 11.7mios en 2020). L'augmentation constatée est en premier lieu expliquée par la reconnaissance d'une pénalité de sortie du contrat informatique qui liait la Banque à la société Avaloq, pénalité reconnue à hauteur de CHF 1.4mios en 2021, et qui solde définitivement les relations commerciales avec ce prestataire de service. Par ailleurs, dans un contexte de reprise économique, certaines charges opérationnelles gelées ou différées en 2020 ont été à nouveau reconnues en 2021. C'est notamment le cas des frais de marketing liés au sponsoring d'événements comme par exemple le Tour de Romandie, pour lequel la Banque du Léman est le partenaire principal pour le maillot blanc du meilleur jeune. Les autres charges d'exploitation demeurent globalement conformes au budget de la Banque.

A fin 2021, la Banque du Léman bénéficie toujours de fonds propres largement excédentaires. Le ratio de capital de la Banque s'établit au 31 décembre 2021 à 15.5%.

Perspectives 2022

Si l'année 2021 était une année pleine de challenges, l'année 2022 ne le sera pas moins. Les incertitudes économiques demeurent très grandes. Une pandémie du Covid-19 qui semble marquer le pas dans les pays industrialisés et qui devrait, sauf rebondissement, être rétrogradée au stade de maladie endémique ne nécessitant pas de mesures sanitaires exceptionnelles hormis peut-être des campagnes de vaccination récurrentes. Une guerre en Ukraine dont l'issue est incertaine. Ce qui semble néanmoins déjà acquis est que les grands équilibres géo-politico-économiques en place depuis plusieurs dizaines d'années ont été ébranlés et pourraient certainement évoluer significativement dans les mois et années à venir. Les échanges commerciaux mondiaux seront nécessairement affectés, remettant en cause certains acquis, créant aussi possiblement de nouvelles opportunités. L'inflation est dans ce contexte une variable qui devrait peser fortement sur l'économie et sur les politiques de taux d'intérêt à venir.

Au niveau local, il est attendu que l'activité en Suisse romande garde le dynamisme constaté en 2021. Principale cible de la Banque, le marché des frontaliers devrait suivre cette tendance et continuer de progresser sur un rythme de 2 à 3%. Compte tenu du fort dynamisme initié depuis début 2021, la Banque estime pouvoir maintenir une croissance de son portefeuille clients de près de 25% cette année, soit 3'000 nouveaux clients.

L'activité de crédit hypothécaire résidentiel devrait rester soutenue en 2022. S'il est possible que la hausse des taux d'intérêt prévue tout au long de l'année freine l'appétit de certains investisseurs, la situation dans les principales zones d'intervention de la Banque (grand Genève, Lausanne et sa proche région) devrait rester dynamique en termes de transactions, l'offre restant nettement inférieure à la demande. Ceci sera sans doute moins vrai dans les zones plus reculées.

Concernant le portefeuille de crédits aux entreprises, la Banque a redéfini en 2021 une stratégie commerciale en termes d'octroi de crédits aux PME avec une offre davantage ciblée sur des entreprises ayant à la fois un intérêt économique en Suisse et en France. Le déploiement de cette nouvelle orientation est en cours et les premiers résultats sont attendus d'ici la fin de l'année.

En termes de marge d'intérêts, la Banque devrait bénéficier à court terme d'une requalification de la courbe de taux CHF. Les taux courts devraient rester à leur niveau actuel une bonne partie de l'année, la Banque Nationale Suisse pouvant possiblement relever son taux directeur, actuellement à -0.75%, d'ici la fin du second semestre, sous réserve que les autres banques centrales, et notamment la Banque Centrale Européenne, aient initié le mouvement en amont. D'ici là, les taux d'intérêt CHF à long terme devraient continuer leur remontée. Dans ce contexte, la Banque continue à adapter sa stratégie de couverture pour anticiper et contenir au mieux une remontée des taux courts, synonyme de coût de refinancement en hausse.

A l'instar des deux années précédentes, le coût du risque est maintenu à un niveau élevé, les récentes turbulences liées au Covid-19 combinées aux nouvelles incertitudes économiques pourraient fragiliser un peu plus des secteurs déjà durement touchés.

En synthèse et malgré l'environnement économique actuel, la solidité financière et les fondamentaux de notre institution demeurent. Les revenus de la Banque du Léman sont majoritairement issus de son activité hypothécaire résidentielle, revenus récurrents et stables par nature. Les commissions bancaires sont principalement composées de frais de gestion mensuels ainsi que de commissions liées à l'activité de change, activité étroitement liée à un marché des frontaliers qui s'affiche toujours en croissance. La dynamique commerciale dont bénéficie actuellement la Banque devrait donc logiquement se poursuivre, voir s'intensifier en 2022.

Gouvernance d'entreprise



Conseil d'administration



Alain DENIZOT
Président

FORMATION

Institut des Hautes Études de droit rural et d'économie agricole
Diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESC)
Institut d'administration des entreprises (IAE)

PARCOURS PROFESSIONNEL

1986-1987 Crédit du Nord Opérateur de marché à la direction de la Trésorerie
1987-1989 SG Warburg FR – Bacot Allain Arbitragiste sur les marchés de taux
1989-1990 Société Marseillaise de Crédit Sous-directeur de marché
1990-1992 Caisse d'Epargne de Versailles Responsable de la gestion financière
1992-2000 Caisse d'Epargne Ile de France Responsable puis Directeur de la gestion financière (1992-1995), Membre du Directoire (1995-2000)
2000-2003 Caisse d'Epargne de Flandre Directeur général, membre du Directoire
2003-2007 Ecureuil assurances IARD Directeur général
2008-2011 Caisse d'Epargne Picardie Président du Directoire
2011-2017 Caisse d'Epargne Nord France Europe Président du Directoire
2017-2018 Caisse d'Epargne Hauts de France Président du Directoire
2018-actuel Caisse d'Epargne Rhône-Alpes Président du Directoire

MANDATS

Président du Directoire de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes (CERA)
Membre du Conseil de Surveillance : SA BPCE
Membre du Comité des risques : SA BPCE
Président du Conseil de Surveillance de Rhône Alpes PME Gestion
Représentant permanent de la CERA au Conseil d'administration : GIE IT CE, GIE BPCE-IT, Fondation d'entreprise CERA,
Administrateur de la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne
Administrateur de la CE HOLDING PARTICIPATIONS
Administrateur de Habitat en Région Participations
Président du Conseil d'administration des associations HUB612 et Rework place
Censeur de la Société des Trois Vallées



Hans ISLER
Vice-Président,
Membre
indépendant

FORMATION

Université de Saint-Gall - Master en sciences économiques
Expert-comptable diplômé

PARCOURS PROFESSIONNEL

1978-1980 Comité International de la Croix Rouge : Délégué
1980-2002 Arthur Andersen SA Fonctions diverses, Associé et membre du conseil d'administration
2002-2011 Ernst & Young SA Associé et membre du conseil d'administration
2012-Actuel Administrateur indépendant

MANDATS

Vice-Président du Conseil d'administration, de Banque Pictet & Cie SA - Genève, Membre de l'organe de contrôle de Pictet & Cie Group SCA
Président du Conseil d'administration de Banque Thaler SA - Genève
Président du Conseil d'administration de Valcour SA - Genève
Membre du Conseil d'administration de MKS (Switzerland) SA et de PAMP SA - Castel-San-Pietro, président du Comité d'audit de MMTC-Pamp India Pvt. Ltd - Delhi
Membre du Comité de finance de Médecins Sans Frontière Suisse - Genève
Membre du conseil de Fondation de Appel de Genève



Jean-Louis HOFBAUER
Membre

FORMATION

BEP CAP de comptabilité
Diverses formations administratives et financières

PARCOURS PROFESSIONNEL

1978 - 1983 Bellemín-Noël Viandes Employé de bureau
1983 - 1985 D.J.G. Analyste programmeur
1985 - 1993 SOVIBER Trésorier et comptable
1993 - 2013 ROUTIN SA Secrétaire général (1993-1996) Directeur général adjoint en charge des finances, RH et services généraux (1996-2013)
2013 - Actuel TRIALP Directeur général

MANDATS

Membre du Conseil du Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
Président du comité des risques de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
Membre du comité d'Audit de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
Membre du comité de rémunération de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
Président et administrateur de la Société Locale d'Epargne de Savoie de la Caisse d'Epargne Rhône Alpes
Trésorier du fonds de dotation du Chambéry Savoie Handball, et de l'association J'aime Bocho
Président Association La Rénoverie et R de Récup.



Andrea JOSS
Membre

FORMATION

ESCP-EAP – Master en Management

PARCOURS PROFESSIONNEL

2004-2020 Groupe BPCE Auditrice

1994-2000 Banque Populaire Atlantique / Grand Ouest

Directrice Finance et Juridique (2010-2016)

Directrice des risques et de la conformité (2016-2017)

Directrice des ingénieries (2017-2020)

2021-Actuel Caisse d'Epargne Rhône Alpes Membre du Directoire en charge des finance



Didier BRUNO
Membre

FORMATION

- Université Panthéon – Sorbonne – Maîtrise de sciences économiques
- Université Panthéon – Sorbonne – DESS de Banque et Finance

PARCOURS PROFESSIONNEL

1986-1990 Banque du Bâtiment et des Travaux Publics Chargé d'affaires

1990-1992 Crédit du Nord Chargé d'affaires

1997-2000 Banque Française du Commerce Extérieur (devenue Natixis) Chargé d'affaires

1997-2012 Natixis Directeur de centre d'affaires (1997-2000)

Portfolio Manager (2000-2002), Directeur régional (2002-2005), Directeur Cash

Management (2005-2006), Directeur en charge de la ligne de métier cash management/gestion de trésorerie/trade et opérations de la clientèle (2006-2012).

2012- Actuel Caisse d'Epargne Rhône Alpes Membre du Directoire

MANDATS

Membre du Conseil de surveillance de SOCFIM

Membre du Conseil de surveillance de Rhônes Alpes PME Gestion

Membre du Conseil de surveillance de la Société trois vallées

Membre du Conseil de surveillance de SI Participations

Membre du Conseil de surveillance de SI Associés



Jérôme BALLET
Membre

FORMATION

Ecole Supérieure de Gestion – Option Finance

Faculté des sciences de Nice – Licence de biochimie

PARCOURS PROFESSIONNEL

1990-1994 Mazars & Guerard Chef de mission

1994-2000 Banque Financement et Trésorerie Responsable Contrôle de Gestion

2000-2003 Banque Populaire Val de France Responsable Contrôle de Gestion

2003-2008 Caisse d'Epargne Lorraine Directeur Financier

2008-2012 Caisse d'Epargne Loir Drôme Ardèche Membre du Directoire

2012- 2021 Caisse d'Epargne Rhône Alpes Membre du Directoire

2021- Actuel Caisse d'Epargne Bourgogne Franche-Comté Président du Directoire



Laurent STAFELBACH
Membre indépendant

FORMATION

- Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne – Master d'architecture
- IMD Lausanne – Executive MBA
- IMD Lausanne – Strategic Finance Program

PARCOURS PROFESSIONNEL

1982 - 1985 Bureau d'architecture Benoit de de Montmollin, Bienne

1985 - 1987 Service des bâtiments du canton de Berne, Berne

1988 - 1985 Friend & Staffelbach SA, cabinet d'architecture Cofondateur et propriétaire

1995 - 1997 Vigier HoldingAG, Lutherbach Responsable immobilier

1998 - 2002 UBS, Zurich / Genève Gestionnaire d'actifs immobiliers

2002 - 2012 CFF Immobilier, Berne Membre de la Direction

2012 - 2015 CFF Infrastructure, Lausanne, Direction générale du projet Léman 2030

2015 - 2016 Dominicim, Lausanne, Administrateur délégué et CEO

2017 - Actuel Staffelbach & Partner Sàrl Co-CEO, associé

MANDATS

Membre du Conseil stratégique de Cully Jazz Festival

Membre du Conseil de fondation de Théâtre Kléber-Méleau, Renens

Membre du Conseil de fondation de Théâtre du Jorat, Mézières

Membre du Conseil d'administration du Groupe Conset, Crissier

Fonctions du Conseil d'Administration

	Conseil d'administration	Comité d'audit	Comité de rémunération
Alain Denizot	Président		Membre
Hans Isler	Vice-Président	Président	
Jean-Louis Hofbauer	Membre		
Jérôme Ballet	Membre	Membre	
Andrea Joss (depuis le 21.04.2021)	Membre	Membre	
Didier Bruno	Membre		Membre
Laurent Staffelbach (depuis le 21.04.2021)	Membre		Président

Comité de direction



Pascal DUCHAINE
Directeur Général

FORMATION

Cycle Advanced Management Program B.P.C.E
Cycle d'Études Supérieures des Affaires H.E.C
Cycle d'Études Supérieures de Banque du C.F.P.B
Ingénieur Université Technologie de Compiègne U.T.C

PARCOURS PROFESSIONNEL

2005 - 2009 Caisse d'Épargne Lorraine Champagne Ardenne Directeur du marché des entreprises, membre du comité de direction
2009 - 2018 Caisse d'Épargne Rhône Alpes Directeur du marché des entreprises, membre du comité exécutif (2009-2015) Directeur de l'Économie Locale, membre du comité exécutif (2015-2018)
2019 - Actuel Banque du Léman Directeur général



Bruno LAURENT
Directeur Général
adjoint
Directeur administratif
et financier

FORMATION

Université Paris Dauphine - Maîtrise de sciences de gestion
Institut National des Télécommunications – INT (Telecom Sud-Paris)
Université Laval, Canada – MBA
Expert-comptable diplômé

PARCOURS PROFESSIONNEL

2004 - 2010 Ernst & Young SA De Junior à Manager
2010 - 2014 Qatar National Bank, Genève Directeur financier, risques et crédit
2014 - Actuel Banque du Léman Directeur administratif et financier
Directeur général adjoint depuis 2015



Philippe BRUNIER
Directeur des opérations

FORMATION

Université Lyon III - License Administration des Entreprises & Sociétés
Université Lyon III - Maîtrise Finance et Gestion de Portefeuille

PARCOURS PROFESSIONNEL

1985 - 1986 Compagnie des Agence de Change (Lyon) Informaticien
1986 - 2014 Caisse d'Épargne Rhône Alpes Développeur, Chef de Projet, Directeur technique IT (1986-2004) Directeur de la Sécurité et de la Continuité (2004-2012) Directeur de Projets Système d'Information et Back-office (2012-2014)
2014 - Actuel Banque du Léman Directeur des opérations



David GEYNET
Directeur Commercial

FORMATION

Université du Maine – DESS de Gestion des entreprises d'économie sociale.
Université des Alpes – Maîtrise de gestion option finances comptabilité
Université de Savoie – DUT de gestion des entreprises

PARCOURS PROFESSIONNEL

1997-2001 Banque Laydernier (Annecy) Chargé d'affaires professionnels
2001 - 2004 Caisse d'Épargne des Alpes (Chambéry) Chargé d'affaires entreprises
2004 - 2013 Caisse d'Épargne Rhône Alpes (Chambéry et Annecy) Directeur de centres d'affaires entreprises
2013 - 2017 Caisse d'Épargne Rhône Alpes Directeur du marché des PME
2017 - 2019 Caisse d'Épargne Rhône Alpes Directeur des Engagements
2020 - Actuel Banque du Léman Directeur commercial

Indicateurs financiers 2021

Publication selon les prescriptions sur les fonds propres

Circulaire FINMA 2016/1 Publication – banques

Position	Valeur au 31.12.2021 (CHF 1'000)	Valeur au 31.12.2010 (CHF 1'000)
Fonds propres pris en compte (CHF)		
Fonds propres de base durs (CET1)	7'833	77'177
Fonds propres de base (T1)	77'833	77'177
Fonds propres totaux	79'433	78'107
Positions pondérées en fonction des risques (RWA) (CHF)		
RWA	436'438	387'125
Exigences minimales de fonds propres (CHF)	34'915	30'970
Ratios de fonds propres basés sur les risques (en % des RWA)		
Ratio CET1 (%)	17.8%	20.1%
Ratio de fonds propres de base (%)	17.8%	20.1%
Ratio de fonds propres globaux (%)	18.2%	20.4%
Exigences en volants en CET1 (en % des RWA)		
Volant de fonds propres selon le standard minimal de Bâle (%)	2.5%	2.5%
Volant de fonds propres anticyclique (art. 44a OFR) selon le standard minimal de Bâle (%)	0.0%	2.0%
Volant de fonds propres supplémentaire en vertu du risque systémique international ou national (%)	0.0%	0.0%
Ensemble des exigences de volants selon le standard minimal de Bâle, en qualité CET1 (%)	2.5%	4.5%
CET1 disponible afin de couvrir les exigences en volants selon le standard minimal de Bâle (après déduction du CET1 affecté à la couverture des exigences minimales et cas échéant à la couverture des exigences TLAC) (%)	10.2%	12.4%
Ratios-cibles de fonds propres selon l'annexe 8 de l'OFR (en % des RWA)		
Volant de fonds propres selon l'annexe 8 OFR (%)	2.5%	2.5%
Volant anticyclique de fonds propres (art. 44 et 44a OFR) (%)	0.0%	1.3%
Ratio-cible en CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	7.0%	8.3%
Ratio-cible en T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	8.5%	9.8%
Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	10.5%	11.8%
Ratio de levier Bâle III		
Engagement global (CHF)	1'010'402	991'091
Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	7.7%	7.9%
Ratio de liquidité à court terme LCR		
Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	84'651	42'271
Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	38'306	18'726
Ratio de liquidités, LCR (en %) du 4ème trimestre	221%	226%
Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	96'360	14'265
Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	46'839	9'983
Ratio de liquidités, LCR (en %) du 3ème trimestre	206%	143%
Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	74'892	18'323
Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	42'958	13'719
Ratio de liquidités, LCR (en %) du 2ème trimestre	174%	134%
Numérateur du LCR : somme des actifs liquides de haute qualité (CHF)	61'851	15'376
Dénominateur du LCR : somme nette des sorties de trésorerie (CHF)	26'567	11'541
Ratio de liquidités, LCR (en %) du 1er trimestre	233%	133%

Etats financiers 2021

Bilan

Actifs	Notes	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000			
Liquidités		134'023	81'312
Créances sur les banques		99'781	71'984
Créances sur la clientèle	6.1	49'391	60'077
Créances hypothécaires	6.1	956'739	830'648
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	6.2	1'187	42
Comptes de régularisation	6.3	1'603	1'458
Participations		14	14
Immobilisations corporelles	6.4	5'027	5'276
Autres actifs	6.5	13'715	26'681
Total actifs		1'261'479	1'077'492

Passifs	Notes	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000			
Engagements envers les banques		629'815	632'573
Engagements résultant des dépôts avec la clientèle		429'155	273'706
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	6.2	14'807	26'701
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage		104'000	60'000
Comptes de régularisation	6.3	4'028	4'560
Autres passifs	6.5	324	261
Provisions	6.7	654	1'600
Capitaux propres			
Capital social	6.8	106'000	106'000
Perte reportée		-27'909	-28'167
Bénéfice de l'exercice		605	258
Total des capitaux propres		78'696	78'091
Total passifs		1'261'479	1'077'492

Opérations hors bilan

	Notes	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000			
Engagements irrévocables	6.1	42'853	6'026
Engagements conditionnels	7.1	1'950	3'503

Compte de résultat

	Notes	2021	2020
CHF 1'000			
Résultat des opérations d'intérêts			
Produit des intérêts et des escomptes		9'890	8'408
Charges d'intérêts	8.2	1'780	1'426
Résultat brut des opérations d'intérêts		11'670	9'834
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		-2'315	-2
Sous-total Résultat net des opérations d'intérêts		9'356	9'832
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service			
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement		18	22
Produit des commissions sur les opérations de crédit		203	181
Produit des commissions sur les autres prestations de service		1'797	1'232
Charges de commissions		-256	-730
Sous-total Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		1'761	705
Résultat des opérations de négoce	8.1	4'293	3'073
Charges d'exploitation			
Charges de personnel	8.3	-6'128	-4'941
Autres charges d'exploitation	8.4	-7'882	-6'686
Sous-total charges d'exploitation		-14'010	-11'627
Bénéfice Brut		1'400	1'983
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles			
		-1'375	-660
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes			
		-19	-670
Résultat opérationnel		7	653
Produits extraordinaires			
	8.5	1'057	-
Charges extraordinaires			
		-11	-
Impôts			
	8.6	-448	-395
Bénéfice de l'exercice		605	258
Bénéfice de l'exercice			
		605	258
Perte reportée			
		-27'909	-28'167
Perte au bilan		-27'304	-27'909

Etat des capitaux propres

	Capital social	Pertes reportées	Résultat de la période	Total
Capitaux propres au 31.12.2020	106'000	-27'909	-	78'091
Augmentation de capital	-	-	-	-
Bénéfice (+) / Perte (-) (résultat de la période)	-	-	605	605
Capitaux propres au 31.12.2021	106'000	-27'909	605	78'696



Notes aux états financiers

1. Raison sociale, forme juridique et siège

La Banque du Léman (la «Banque»), société anonyme de droit suisse, est une banque de détail, filiale à cent pour cent de la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes, banque française membre du groupe BPCE. Son siège est situé à Genève, rue F. Bonivard 12. Elle offre une gamme complète de services de banque de détail.

Au 31 décembre 2021, la Banque avait 42.6 employés à plein temps (2020: 40.6).

2. Principes de comptabilisation et d'évaluation

2.1 Principes généraux

Les états financiers, la comptabilité et les comptes de la Banque sont élaborés en conformité avec les dispositions du code des obligations et des statuts, de la législation bancaire, ainsi qu'aux directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA. La banque applique les prescriptions comptables pour les banques, les maisons de titres, les groupes et conglomerats financiers, transcrites dans l'ordonnance de la FINMA sur l'établissement et la présentation des comptes (OEPC-FINMA) entrée en vigueur le 1er janvier 2020 et la circulaire 2020/1 de la FINMA. Les comptes annuels ont été établis de façon qu'un tiers puisse s'en faire une opinion fondée, soit un bouclement individuel statutaire avec présentation fiable, et selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

2.2 Saisie des opérations

Toutes les opérations menées jusqu'à la date d'établissement du bilan sont enregistrées et évaluées quotidiennement selon des principes reconnus. Les résultats de ces opérations figurent dans le compte de résultat. Les opérations effectuées (y compris les opérations monétaires et les opérations sur titres au comptant) vont au bilan à la date de conclusion de l'opération (comptabilité à la date d'opération).

2.3 Délimitation dans le temps

Les produits et charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus, ou qu'ils ou elles sont engagés, et enregistrés dans les comptes de l'exercice concerné, et non lors de leur encaissement ou de leur paiement. Des comptes de régularisation sont utilisés pour garantir que les produits et charges correspondent à la période de comptabilisation pertinente.

2.4 Transactions en devises

Les opérations sur devises en cours de l'exercice sont converties au taux en vigueur au moment où l'opération est comptabilisée. Les gains et pertes découlant des opérations sur devises figurent dans le compte de résultat, sous le poste résultat des opérations de négoce, comme étant réalisés au cours de la période.

Les actifs et passifs en devises existant à la fin de l'exercice ont été convertis en francs suisses au taux de change de la devise à la fin de l'exercice, son effet étant aussi enregistré dans le résultat des opérations de négoce. Les taux de change utilisés pour la conversion des principales monnaies étrangères à la date de clôture sont les suivants :

	31.12.2021	31.12.2020
USD CHF	0.9114	0.8847
GBP CHF	1.2300	1.2083
EUR CHF	1.0336	1.0821

2.5 Liquidités et créances sur les banques

Ces montants figurent au bilan à la valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition, déduction faite des correctifs de valeur individuels pour créances compromises.

2.6 Prêts et avances à la clientèle

Les prêts et avances à la clientèle sont comptabilisés à leur valeur nominale.

Les créances sur la clientèle en souffrance font l'objet d'une évaluation individuelle et le cas échéant d'un correctif de valeur individuel comptabilisé à la valeur nominale, qui est porté directement en déduction de cette rubrique, et qui équivaut à la partie de la créance qui n'est pas couverte par des sûretés, et ce dès l'instant où cette créance apparaît compromise.

En cas de rupture anticipée d'un crédit, des indemnités peuvent être dues. Elles sont intégralement reconnues au résultat à la date d'exigibilité.

2.7 Participations

Sont considéré comme participation, les titres de participation émis par des entreprises, que la Banque détient dans l'intention d'un placement durable, indépendamment de la part donnant droit à des voix.

Les participations sont évaluées individuellement, à la valeur d'acquisition, déduction faite des corrections économiquement nécessaires. La Banque examine à chaque date du bilan si la valeur des participations est dépréciée. Cet examen est effectué sur la base de signes donnant à penser que certains actifs pourraient avoir subi des pertes de valeur. Si elle observe de tels signes, la Banque détermine la valeur réalisable de chaque actif. La valeur d'un actif est dépréciée si sa valeur comptable dépasse la valeur réalisable. S'il y a dépréciation, la valeur comptable est ramenée à la valeur réalisable et la dépréciation de valeur inscrite au débit de la rubrique « Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations et valeurs immatérielles ». Les gains réalisés lors de l'aliénation de participations sont enregistrés dans la rubrique « Produits extraordinaires », les pertes réalisées dans la rubrique « Charges extraordinaires ».

2.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations figurent au bilan à leur prix de revient et sont amorties en utilisant la méthode de l'amortissement linéaire sur une période correspondant à la durée de vie économique utile estimée des divers types d'actifs. Les durées de vie économique utile estimées sont les suivantes:

Mobilier	5 ans
Améliorations des locaux loués	10 ans
Logiciels et équipement informatique	3 ans
Développements informatiques relatifs au système informatique bancaire	5 ans

Les valeurs comptables sont réexaminées à chaque date de clôture, en vue d'identifier un indicateur de dépréciation. Si une telle indication existe, la valeur utile de l'actif est estimée. Une perte sur dépréciation est enregistrée au débit de la rubrique « Correction de valeur sur participations, amortissements sur immobilisation et valeurs immatérielles » dans le compte de résultat chaque fois que les valeurs comptables dépassent les valeurs utiles.

2.9 Engagements envers les banques et engagements résultants des dépôts avec la clientèle

Ces positions sont enregistrées à la valeur nominale.

2.10 Provisions

Les risques potentiels identifiables et estimables existant à la date du bilan donnent lieu à des correctifs de valeur et provisions, déterminés sur une base individuelle et prudente. Ces risques sont régulièrement examinés par le Comité de Direction. Si des correctifs de valeurs et provisions sont considérés nécessaires, ils sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque le risque est identifié. Les provisions peuvent comporter des réserves latentes.

2.11 Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage

Les emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage comprennent les prêts accordés par la Banque suisse de lettres de gage (Pfandbriefbank). Ils sont évalués à la valeur nominale; l'agio ou le disagio éventuel est enregistré dans les « Comptes de régularisation » et réparti sur la durée de la créance (accrual method) dans la rubrique « Charges d'intérêts ».

2.12 Instruments financiers dérivés et valeurs de remplacement d'instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés comprennent les options, les futurs et les swaps sur actions, indices boursiers, devises, matières premières et taux d'intérêt, forward rate agreements et contrats à terme sur devises, titres et matières premières.

Les instruments financiers dérivés sont enregistrés à leur juste valeur. La juste valeur représente le prix disponible sur un marché liquide et efficient. La valeur de remplacement brute des contrats de dérivés reflète la juste valeur de toutes les opérations non dénouées à la date de clôture. La valeur de remplacement positive est inscrite à l'actif et la valeur de remplacement négative au passif.



Opérations de couverture

Dans le cadre de la gestion de son bilan, la Banque utilise des instruments financiers dérivés pour la couverture du risque de taux d'intérêts. Par défaut, les profits et les pertes réalisés et non réalisés sont enregistrés sous "Résultat net des opérations de négoce". Si les instruments financiers dérivés sont mis en œuvre à des fins de couverture, les profits et les pertes réalisés et non réalisés sont alors enregistrés dans un compte de compensation au bilan pour autant qu'aucune adaptation de valeur de l'opération de base ne soit comptabilisée. Le solde du compte de compensation est présenté sous « Autres actifs » ou « Autres passifs ». A défaut, si une adaptation de valeur est saisie au niveau de l'instrument de base qui est couvert, la modification de la valeur de l'instrument de couverture est enregistrée dans la même rubrique du compte de résultat.

Quant aux valeurs de remplacement des instruments financiers dérivés, elles sont calculées et comptabilisées pour prendre en compte le coût ou le gain qui résulterait d'une éventuelle défaillance de la contrepartie. Sont comptabilisées au bilan dans cette rubrique les valeurs de remplacement positives (à l'actif) et négatives (au passif) de l'ensemble des instruments financiers dérivés ouverts à la date du bilan résultant d'opérations pour propre compte et pour le compte de clients, et ce indépendamment du traitement par le compte de résultat.

2.13 Impôts

Les impôts usuels sur le revenu et le capital de la période correspondante sont déterminés conformément aux dispositions fiscales en vigueur. Les impôts impayés sont enregistrés comme une charge fiscale de la période comptable au cours de laquelle le profit correspondant a été dégagé ou le capital correspondant existait. Ils figurent au passif du bilan sous "Compte de régularisation". Aucun impôt différé n'est reconnu.

2.14 Engagements conditionnels et engagements irrévocables

Ces opérations sont enregistrées dans le hors bilan à leur valeur nominale.

2.15 Modification des principes comptables et d'évaluation

Suite à un changement contractuel des conventions signées avec les apporteurs d'affaires dans le cadre de l'activité d'octroi de crédits hypothécaires, la comptabilisation des commissions payées a été modifiée. Jusqu'au 31 décembre 2020, les commissions payées à des apporteurs d'affaires étaient reconnus immédiatement et intégralement au compte de résultats dans le poste « Charge de commissions ». A compter du 1er janvier 2021, ces commissions sont reconnues au compte de résultats sur la durée de vie du crédit sous-jacent, le solde étant reconnu comme une charge constatée d'avance dans le poste du bilan « Comptes de régularisation ». Si cette méthode avait été appliquée sur l'exercice 2020, il en aurait résulté une diminution des charges de commissions de CHF 621k.

2.16 Événements significatifs survenus après la date du bilan

Il n'y a pas d'événement significatifs survenus après la date du bilan.

3. Principes de gestion du risque

La limitation et la gestion des risques font partie des priorités des organes de la Banque. Ils ont mis en place une organisation afin d'identifier, mesurer, gérer, contrôler et surveiller les risques. Les principaux éléments de la gestion des risques sont :

- une politique de risque globale,
- l'application de principes reconnus pour la mesure et gestion des risques,
- la définition de différentes limites de risques accompagnées d'une surveillance et d'un reporting correspondant,
- un reporting ponctuel et global sur tous les risques.

La gestion des risques se fonde sur la politique générale de risque de la Banque et l'ensemble des politiques et procédures mises en place. Les politiques de risque sont réexaminées périodiquement par la Direction et approuvées par le Comité d'audit et le Conseil d'administration. Le Comité de Direction, le Comité d'audit et le Conseil d'administration procèdent trimestriellement à un suivi des risques.

Le Conseil d'administration a la responsabilité finale de la gestion des risques au sein de la Banque. Le respect des politiques et procédures s'appuie sur des examens périodiques effectués au sein des différents départements de la Banque (1er niveau de défense), par le département Contrôle interne (2ème niveau de défense) et par l'audit interne (3ème niveau de défense). Les résultats de ces examens sont discutés avec la Direction et des résumés en sont présentés au Comité d'audit et au Conseil d'administration.

L'objectif consiste à s'assurer que tous les risques associés aux activités bancaires sont identifiés, évalués et contrôlés correctement et ponctuellement. La Banque attache une grande importance à la force et à la qualité des ressources humaines, des systèmes informatiques, de l'infrastructure et de la culture du risque de l'entreprise, afin d'assurer un processus de gestion du risque sain et efficace.

Des limites spécifiques sont attribuées aux différents types de risques et le respect de ces limites est contrôlé régulièrement.

Un suivi régulier de la situation et des performances financières, des modifications réglementaires et des questions de risque global permet au Comité de Direction d'être tenu régulièrement au courant de la situation financière de la Banque, de sa liquidité et de ses résultats.

En termes de structure d'organisation, la Banque a trois niveaux de gestion du risque / de responsabilité de contrôle du risque:

1. Orientation et supervision générales, effectuées par le Conseil d'administration, qui est responsable de la détermination de la politique générale du risque et de la stratégie de gestion du risque (vision du risque, appétit pour le risque, normes de contrôle du risque).
2. Direction et supervision du risque par le Comité de Direction (formulation et mise en œuvre des stratégies de gestion du risque).
3. Contrôle du risque, principalement par le Département du risque, sous la responsabilité du Directeur général.

3.1 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'un client ou qu'une contrepartie d'un actif financier ne remplisse pas ses obligations contractuelles et cause une perte financière à la Banque. Il découle principalement des prêts et avances de la Banque, des sommes dues par des banques et des placements financiers. Le risque de crédit comprend le risque de défaut, le risque de transfert, le risque pays et la concentration excessive de l'exposition.

Le risque de défaut est contrôlé par des enquêtes strictes sur les contreparties et par la garantie que toutes les expositions significatives sont couvertes par une garantie adéquate.

Avance à la clientèle

Structure d'autorisation

La Banque a mis en place une structure d'autorisations et de limites d'approbation et de renouvellement des facilités de crédit dépendante de différentes variables de risque. Dans le cadre d'octroi de crédits hypothécaires, la Banque respecte notamment les principes édictés par l'Association Suisse des Banquiers dans sa Directive relative à l'examen, l'évaluation, et le traitement des crédits garantis par gage immobilier.

Le comité des engagements de la Banque examine les demandes et autorise les opérations en fonction des délégations ainsi que de la politique définie.

Les crédits commerciaux sont revus annuellement. Les crédits hypothécaires, et notamment les garanties sous-jacentes, font l'objet d'une revue périodique définie en fonction du taux d'avance et de la nature du bien gagé.

Montant et taux d'avance

Le montant des prêts est fonction de la capacité du client à assumer le service de la dette et de la valeur des gages retenue par la Banque.

Garanties

La Banque atténue le risque de crédit en obtenant des garanties réelles sous forme de garanties hypothécaires ou d'actifs escomptables placés à la Banque. Si elle juge la solidité financière d'un emprunteur excellente, elle peut lui octroyer un prêt en blanc.

Dans le cadre de son activité de crédit hypothécaire et selon la valeur de la garantie prise, la Banque recourt notamment à des experts immobiliers externes afin d'obtenir ou mettre à jour la valeur des biens pris en garantie.

Suivi

Les crédits - y compris la valeur des garanties - font l'objet d'un suivi régulier et, lorsqu'un problème est identifié, la Banque prend des mesures de correction.

Exposition envers les banques

Dans le cas de contreparties bancaires et similaires, le risque de crédit est géré en fixant des limites de trésorerie, de positions nostro, de garanties, de devises. Ces limites sont vérifiées régulièrement.

Les risques de crédit envers les établissements bancaires ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties dont la solvabilité apparaît établie. Une revue régulière de la qualité de ces contreparties et des limites mises en place est effectuée.

Au 31 décembre 2021, l'exposition de la Banque envers des contreparties bancaires peut se résumer comme suit :

Contrepartie notée AA/Aa/Aa* :	kCHF 79
Contrepartie notée A/A/A* :	kCHF 94'932
Contrepartie non notée :	kCHF 2'451

* Selon notation Standard & Poor's / Moody's / Fitch

3.2 Risques de marché

Le risque de marché est le risque que les produits de la Banque et/ou la valeur d'un instrument financier fluctuent en raison de changements dans les prix du marché tels que les taux d'intérêt, les taux de change des devises et les prix de marché des actions.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité ou de financement est le risque que la Banque rencontre des difficultés à remplir les obligations associées à des engagements financiers.

Les risques de liquidité sont contrôlés conformément aux exigences réglementaires. La Banque conserve en permanence des liquidités suffisantes.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt provient des instruments financiers portant intérêt et reflète la possibilité que les taux d'intérêt affectent négativement la valeur des instruments financiers et du produit correspondant. L'exposition aux risques de taux provient de la non-symétrie des échéances de taux et des volumes actifs avec les refinancements passifs. Ces asymétries sont à l'origine de ce risque et provoquent des effets sur les produits des intérêts ainsi que sur la valorisation des fonds propres de la Banque.

Les positions bancaires sans échéance de taux fixe ou à vue sont modélisés afin de répliquer au mieux la réalité des changements de taux effectués lors de mouvements de taux sur les marchés. Ces modèles sont revus périodiquement et adaptés aux conditions de marché si nécessaire.

La politique de risques de taux est approuvée par le Conseil d'administration qui en délègue le contrôle opérationnel à la Direction de la Banque. Conformément aux prescriptions légales, l'effet sur les revenus (à court terme) et l'effet sur la valeur (à long terme) d'une fluctuation des taux d'intérêt font l'objet de limites internes définies par le Conseil d'administration et gérés opérationnellement par la Direction de la Banque. La Banque veille à une concordance des échéances entre prêts et emprunts et gère les éventuelles impasses de taux en recourant notamment à des instruments financiers dérivés. Au 31 décembre 2021, kCHF 597'000 de contrats de swaps de taux ont ainsi été souscrits.

Risque de changement de taux d'intérêt dans le portefeuille de la Banque

Des simulations statiques et dynamiques sont effectuées afin de surveiller les risques de valeur sur les fonds propres et de revenus sur la marge d'intérêts en fonction de différents scénarios de taux (stress tests).

Au 31 décembre 2021, en cas de variation de la courbe des taux d'intérêt appliquée à l'ensemble des positions à taux variable, la valeur de marché des fonds propres de la Banque varierait entre -kCHF 1'211 (en cas de hausse parallèle des taux de 150 points de base) et +kCHF 1'803 (en cas de baisse parallèle des taux de 150 points de base). Selon les mêmes scénarios, l'impact sur les revenus à 12 mois serait respectivement de -kCHF 996 et +kCHF 1'024.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la valeur d'un instrument financier fluctue en raison de modifications des taux de change ; il découle des instruments financiers libellés dans une devise étrangère. La monnaie de référence de la Banque est le franc suisse.

Le risque de change est contrôlé par l'utilisation de limites d'exposition journalières et par un examen quotidien de la position de change pour chaque devise. L'objectif global est de réduire l'exposition aux devises à un minimum.

3.3 Risques opérationnels

Le risque opérationnel est celui d'une perte directe ou indirecte découlant d'une grande variété de causes liées aux processus, personnel, technologie et infrastructure de la Banque et de facteurs externes autres que les risques de crédit et de marché. Les risques opérationnels découlent de toute l'activité de la Banque et tous les départements y sont confrontés. La Banque cherche à gérer le risque opérationnel de manière à équilibrer la prévention de pertes financières et de dommages à la réputation de la Banque et le rapport coût-efficacité global. Ces risques sont traités au moyen d'un ensemble de politiques et de procédures mises en place pour identifier, évaluer, suivre, contrôler, gérer et rendre compte des risques. Si nécessaire, le risque est atténué par une assurance.

3.4 Risque compliance

Le risque de non-conformité (compliance) correspond aux risques de sanction légale et réglementaire ainsi qu'au risque de pertes financières ou d'atteinte à la réputation de la banque qui pourraient découler d'un manquement au respect des prescriptions, normes et règles en vigueur. Le département Conformité a pour objectif de préserver la réputation de la banque et de s'assurer qu'elle respecte en tout temps la législation en vigueur. Pour ce faire, le département assure une veille réglementaire, notamment pour tout ce qui est lié aux activités transfrontalières et à la fiscalité (y compris internationale) et vérifie que les directives et règlements internes sont bien en ligne avec ces dispositions. La lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, le respect des sanctions internationales et la vigilance quant au risque de fraude font également partie des priorités du département.

4. Politique d'affaires en matière d'instruments financiers dérivés et de comptabilité de couverture

Les instruments financiers dérivés sont principalement utilisés par la Banque dans le cadre de la gestion de ses risques ALM.

Conformément à sa politique en matière de gestion des risques ALM, la Banque limite son exposition au risque de taux d'intérêt en recourant notamment à des instruments financiers dérivés de type IRS (Interest Rate Swap) ou Swaptions, ceci afin de réduire les éventuelles impasses de taux d'intérêts générées par l'activité de crédit à la clientèle et son refinancement sur le marché.

L'efficacité des couvertures est mesurée initialement lors de chaque réalisation d'opérations de couverture et est revue annuellement. L'efficacité est réalisée en comparant le résultat estimé qui sera dégagé par l'instrument de couverture avec celui du sous-jacent. Les opérations ne remplissant plus ou seulement partiellement leur fonction de couverture sont assimilées, pour leur fraction inefficace, à des opérations de négoce et traitées comme telles.

Un suivi strict des positions est réalisé par le département Risques de la Banque afin de s'assurer de l'efficacité de la couverture. Le résultat de la couverture est discuté trimestriellement au sein du Comité ALM.

5. Externalisation

Depuis le 1er janvier 2021, la Banque externalise la gestion, le développement et l'entretien de son logiciel bancaire (Finnova), ainsi que ses activités de back office, à la société Swisscom AG, en Suisse, qui est l'une des principales sociétés d'externalisation de ces services pour les banques sur le marché suisse.

Depuis le 1er janvier 2021, la Banque externalise également une partie de ses activités liées au trafic des paiements ainsi qu'à la surveillance de ses transactions dans le cadre de la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme à la Banque Entris banking AG, en Suisse.

Les services externalisés font l'objet d'un contrat de prestation de services détaillé et sont contrôlés via des rapports de résultats de qualité fréquents ainsi que via un suivi de la Banque.

6.1 Présentation des couvertures des créances et des opérations hors bilan ainsi que des créances compromises

Prêts (avant compensation avec les corrections de valeurs)

CHF 1'000	Nature des couvertures			Total
	Couverture hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	
Créances sur la clientèle	6'642	25'585	19'706	51'933
Créances hypothécaires	956'739	-	-	956'739
- immeubles d'habitation	902'478	-	-	902'478
- immeubles commerciaux	54'261	-	-	54'261
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)	963'381	25'585	19'706	1'008'672
<i>Année précédente</i>	837'980	26'218	26'767	890'964
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)	963'252	25'585	17'293	1'006'130
<i>Année précédente</i>	837'980	26'218	26'528	890'725

Hors bilan

CHF 1'000				
Engagements conditionnels	-	997	953	1'950
Engagements irrévocables*	-	-	42'853	42'853
Total du hors bilan	-	997	43'806	44'803
<i>Année précédente</i>	-	1'361	8'168	9'529

* inclus kCHF 41'379 d'engagements vis-à-vis de la clientèle et kCHF 1'474 de garantie des dépôts

Créances compromises

CHF 1'000	Valeur estimée de réalisation des sûretés		Correctifs de valeurs individuels	
	Montant brut	Montant net		
Total créances compromises	4'908	2'366	2'542	2'542
<i>Année précédente</i>	239	-	239	239

Nous renvoyons le lecteur à l'annexe 6.7 détaillant l'augmentation des correctifs de valeurs au 31 décembre 2021.



6.2 Présentation des instruments financiers dérivés

Instruments financiers dérivés CHF 1'000	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes des contrats
Instrument de taux						
Swaps	-	-	-	225	14'560	597'000
Devises/métaux précieux						
Contrats à terme	961	-	25'243	-	-	-
Swaps de devises	-	247	43'652			
Total	961	247	68'895	225	14'560	597'000
<i>Année précédente</i>	<i>42</i>	<i>20</i>	<i>8'165</i>	<i>-</i>	<i>26'681</i>	<i>522'000</i>

La Banque n'effectue pas de netting des valeurs de remplacements positives et négatives.

Répartition selon les contreparties

CHF 1'000	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	
		Autres clients	
Valeurs de remplacement positives	-	225	961
Valeurs de remplacement négatives	-	14'807	-

6.3 Comptes de régularisation

Comptes de régularisation actif	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000		
Créances rattachées intérêts positifs	9	122
Créances rattachées intérêts négatifs à recevoir	742	741
Autres	852	595
Total	1'603	1'458

Comptes de régularisation passif	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000		
Dettes rattachées - intérêts positifs	330	704
Autres charges à payer	3'698	3'856
Total	4'028	4'560

6.4 Présentation des immobilisations corporelles

	Valeur d'acquisition	Amort. cumulés	Valeur comptable au 31.12.2020	Invest. / Désinvest. en 2021	Amort. En 2021	Valeur comptable au 31.12.2021
CHF 1'000						
Amélioration des locaux loués	3'582	2'190	1'392	-	358	1'034
Mobilier	538	442	96	4	44	56
Équipement informatique	217	167	50	30	28	52
Logiciels	6'642	6'429	213	73	162	124
Migration informatique**	3'525	-	3'525	3'072	2'836 *	3'761
Total immo. Corporelles	14'504	9'228	5'276	3'179	3'428	5'027

* dont kCHF 1'423 reconnus en charges d'exploitation, Externalisation de services (informatique et back-office). Voir détail en note 8.4.

Engagements résultant de leasing d'exploitation au 31.12.2021 : kCHF 1'040 (dont avec échéance inférieure à un an : kCHF 848) dont :

- Loyers d'exploitation : kCHF 959 (dont kCHF 807 à moins d'un an)
- Location de véhicules : kCHF 81 (dont kCHF 41 à moins d'un an)

** Au 1er janvier 2021, la Banque a changé son système informatique, passant de la solution Avaloq, opéré par la société Avaloq Sourcing Switzerland & Liechtenstein (ASSL) à Finnova, opérée par Swisscom SA. Les montants reconnus en 2020 et 2021 en immobilisations corporelles, en conformité avec les prescriptions comptables, se détaillent ainsi :

Désignation	Montant	Politique d'amortissement
CHF 1'000		
Coût de mise en place de la solution Finnova	3'402	Linéaire sur 5 ans
Dépenses propres dédiées au projet	1'233	Linéaire sur 5 ans
Coûts liés à ASSL	1'962	Amortissement global (dont pénalité) au 31.12.2021
Total	6'597	

6.5 Répartition des autres actifs et autres passifs

Autres actifs	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000		
Compte de compensation	13'709	26'681
Actifs divers	6	-
Total	13'715	26'681

Autres passifs	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000		
Impôts indirects	15	21
Passifs divers	309	240
Total	324	261

6.6 Indications relatives à la situation économique des institutions de prévoyance

La Banque du Léman est affiliée à la Fondation collective LPP de la fondation Avena - Fondation BCV 2ème pilier, depuis avril 2014.

La Banque possède deux plans à primauté de cotisations (2ème pilier) fourni par la Fondation Avena, fondation BCV 2ème pilier, le premier assurant les employés de la Banque, le second assurant les membres de la Direction. Ces plans de pension sont structurés en tant que Fondations LPP collectives et les prestations sont les suivantes:

- Risque - décès, incapacité, vieillesse
- Epargne retraite

Le taux estimé de couverture de ces plans était au 31.12.2021 de 115.0% (2020 : 107.5%)

	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000		
Engagements envers les propres institutions de prévoyance	-	-

Présentation de l'avantage / engagement économique et des charges de prévoyance

	Excédent/insuffisance de couverture au		Part économique de la banque	Modification de la part économique par rapport à l'année précédente (avantage/engagement économique)	Cotisations payées		Charges de prévoyance dans les charges de personnel	
	31.12.2021	31.12.2020			2021	2020	2021	2020
CHF 1'000								
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-		889	509	390	

6.7 Présentation des corrections de valeur, des provisions et des réserves pour risques bancaires généraux ainsi que de leurs variations durant l'exercice de référence

	Solde au 31.12.2020	Utilisations conformes au but	Reclassement	Différence de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Solde au 31.12.2021
CHF 1'000								
Autres provisions	1'600	-1'046	-	-	-	100	-	654
Total	1'600	-1'046	-	-	-	100	-	654
Total provisions	1'600	-1'046	-	-	-	100	-	654
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risque-pays	238	-	-	-	129	2'190	-16	2'541
dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	238	-	-	-	129	2'190	-16	2'541

La Banque a constaté en 2021 un défaut de paiement de deux sociétés détenues et gérées par le même actionnaire.

L'exposition de la Banque est de kCHF 2'190 sur la première société qui a été mise en faillite à l'été 2021. Une action légale est en cours mais les espoirs de récupération sont faibles. En conséquence la Banque a estimé prudent de déprécier l'intégralité de l'exposition. Par ailleurs, une dissolution des Autres provisions a été faite à hauteur de CHF 1'046k. De plus, une provision de CHF 100k a été constituée pour couvrir les frais légaux engagés dans cette procédure.

L'exposition de la Banque sur la seconde société est de kCHF 2'365k, couvert par une hypothèque de 1er rang sur un bien immobilier dont la valeur vénale est estimée à CHF 2'400k. En conséquence, la Banque estime à ce jour qu'une dépréciation de valeur de cette créance n'est pas nécessaire, seuls les intérêts courus au 31.12.2021 ont fait l'objet d'une correction de valeur à hauteur de CHF 129k. Une action légale est actuellement en cours pour exécuter la garantie.

6.8 Capital social

	31.12.2021			31.12.2020		
	Valeur nominale	Nombre d'unités	Capital portant dividendes	Valeur nominale	Nombre d'unités	Capital portant dividendes
Capital social	106'000	106'000	106'000	106'000	106'000	106'000
Total	106'000	106'000	106'000	106'000	106'000	106'000

dont capital non libéré

6.9 Créances et engagements envers des parties liées

	Créances		Engagements	
	31.12.2021	31.12.2020	31.12.2021	31.12.2020
Participants qualifiés	73'022	38'048	562'943	585'556
Sociétés du groupe	16'641	27'754	15'124	22'826
Affaires d'organes	933	953	536	111
Total	90'596	66'756	578'603	608'493

Les conditions de taux d'intérêt appliquées aux créances et engagements envers les parties liées sont conformes aux pratiques de marché.

6.10 Participants significatifs

Propriétaires significatifs de capital et groupes de propriétaires de capital liés par des conventions de vote

	31.12.2021		31.12.2020	
	Nominal	Participation	Nominal	Participation
Caisse d'Epargne Rhône Alpes	106'000	100%	106'000	100%

La Caisse d'Epargne Rhône Alpes est détenue par 13 Sociétés Locales d'Epargne françaises, dont 5 détiennent une participation qualifiée (SLE de Lyon, Région grenobloise, Beaujolais Val de Saône, Haute-Savoie et Ain).

6.11 Structure des échéances des instruments financiers

Actifs / Instruments financiers	A vue Dénonçable Jusqu'à 3 mois de 3 à 12 mois de 12 mois à 5 ans Plus de 5 ans Immobilisés						Total
	CHF 1'000						
Liquidités	134'023	-	-	-	-	-	134'023
Créances sur les banques	99'781	-	-	-	-	-	99'781
Créances sur la clientèle	136	10'603	381	1'268	22'948	14'055	49'391
Créances hypothécaires	176	56'773	9'714	16'459	270'313	603'304	956'739
Valeur de remplacement positives d'instruments financiers	1'187	-	-	-	-	-	1'187
Total	235'303	67'376	10'095	17'727	293'261	617'358	1'241'120
<i>Année précédente</i>	<i>153'999</i>	<i>70'636</i>	<i>6'974</i>	<i>35'742</i>	<i>175'437</i>	<i>601'275</i>	<i>1'044'063</i>

Fonds étrangers / instruments financiers

CHF 1'000							
Engagements envers les banques	9'072	21'542	90'558	246'143	218'500	44'000	629'815
Engagements résultant des dépôts avec la clientèle	257'950	-	4'305	69'759	87'115	10'026	429'155
Valeur de remplacement négatives d'instruments financiers	14'807	-	-	-	-	-	14'807
Emprunts et prêts des lettres de gage	-	-	-	-	33'000	71'000	104'000
Total	281'829	21'542	94'863	315'902	338'615	125'026	1'177'777
<i>Année précédente</i>	<i>271'613</i>	<i>7'100</i>	<i>131'550</i>	<i>232'182</i>	<i>284'375</i>	<i>66'160</i>	<i>992'980</i>



6.12 Répartition des actifs et passifs entre la suisse et l'étranger

Actifs	31.12.2021		31.12.2020	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
CHF 1'000				
Liquidités	134'023	-	81'312	-
Créances sur les banques	9'548	90'233	5'873	66'111
Créances sur la clientèle	44'218	5'173	55'054	5'023
Créances hypothécaires	901'241	55'498	780'187	50'461
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	-	1'187	-	42
Compte de régularisation	909	694	596	862
Participation	14	-	14	-
Immobilisations corporelles	5'027	-	5'276	-
Autres actifs	-	13'715	-	26'681
Total actifs	1'094'980	166'500	928'312	149'180

Passifs	31.12.2021		31.12.2019	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
CHF 1'000				
Engagements envers les banques	68'451	561'364	51'710	580'863
Engagements résultant des dépôts avec la clientèle	248'471	180'684	188'502	85'204
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	-	14'807	-	26'701
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	104'000	-	60'000	-
Comptes de régularisation	3'853	175	3'943	617
Autres passifs	324	-	261	-
Provisions	654	-	1'600	-
Capitaux propres				
Capital social	106'000	-	106'000	-
Perte reportée	-27'909	-	-28'167	-
Bénéfice de l'exercice	605	-	258	-
Total des capitaux propres	78'696	78'091	78'091	78'091
Total passifs	504'449	757'030	384'107	693'385

6.13 Répartition du total des actifs par pays ou par groupes de pays (principe du domicile)

Actifs	31.12.2021		31.12.2020	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
CHF 1'000				
Suisse	1'094'980	86.8%	928'312	86.2%
France	163'259	12.9%	146'652	13.6%
Allemagne	3'238	0.3%	-	0.0%
Autres	2	0.0%	2'528	0.2%
Total	1'261'479	100.0%	1'077'492	100.0%

6.14 Répartition du total des actifs selon la solvabilité des groupes de pays (domicile du risque)

Actifs	Expositions à l'étranger			
	31.12.2021		31.12.2020	
CHF 1'000	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Notation Moody's				
Aaa	3'238	2%	2'129	1%
Aa2	163'259	98%	146'652	98%
Autres	2	0%	399	1%
Total	166'499	100%	149'180	100%

6.15 Répartition des actifs et passifs selon les monnaies les plus importantes

Actifs	CHF	EUR	Autres	Total
CHF 1'000				
Liquidités	133'945	78	-	134'023
Créances sur les banques	16'775	78'765	4'241	99'781
Créances sur les clients	39'861	9'530	-	49'391
Créances hypothécaires	936'346	20'393	-	956'739
Valeurs de remplacement positives	1'187	-	-	1'187
Compte de régularisation	1'603	-	-	1'603
Participations	14	-	-	14
Immobilisations corporelles	5'027	-	-	5'027
Autres actifs	13'715	-	-	13'715
Total des actifs bilantaires	1'148'472	108'766	4'241	1'261'479
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	25'243	43'652	-	68'895
Total	1'173'715	152'418	4'241	1'330'374

Passifs	CHF	EUR	Autres	Total
CHF 1'000				
Engagements envers les banques	600'464	29'351	-	629'815
Engagements résultant des dépôts avec la clientèle	327'901	97'556	3'698	429'155
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	14'807	-	-	14'807
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	104'000	-	-	104'000
Comptes de régularisation	4'028	-	-	4'028
Autres passifs	322	2	-	324
Provisions	654	-	-	654
Capital social	106'000	-	-	106'000
Bénéfice reporté/perte reportée	-27'909	-	-	-27'909
Bénéfice/perte (résultat de la période)	605	-	-	605
Total des passifs bilantaires	1'130'872	126'909	3'698	1'261'479
Engagements à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en option sur devise	43'652	25'243	-	68'895
Total	1'174'524	152'152	3'698	1'330'374

Position nette par devise	CHF	EUR	Autres
CHF 1'000			
	-809	266	543

7. Informations relatives au hors-bilan

7.1 Créances et Engagements conditionnels

	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000		
Engagements de couverture de crédit et similaires	1'950	3'503
Total des engagements conditionnels	1'950	3'503
	31.12.2021	31.12.2020
CHF 1'000		
Créances conditionnelles résultant des reports de pertes fiscales	27'234	28'143
Total des créances conditionnelles	27'234	28'143

Au 31 décembre 2021, la Banque reconnaît CHF 27'234k de pertes fiscalement reportables (2020: 28'143k). La Banque estime pouvoir utiliser cette créance à hauteur de CHF 7'479k d'ici au 31 décembre 2024 (dernière année de reportabilité).

8. Informations relatives au compte de résultat

8.1 Répartition du résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur

Résultat de négoce provenant des:	2021	2020
CHF 1'000		
Devises	4'293	3'073
Total	4'293	3'073

8.2 Indication d'un produit de refinancement significatif dans la rubrique Produits des intérêts et des escomptes ainsi que des intérêts négatifs significatifs

Pour l'exercice 2021, la Banque a reconnu kCHF 2'251 (kCHF 2'076 en 2020) d'intérêts négatifs sur les opérations de refinancement. Ces intérêts négatifs ont été comptabilisés en revenu dans le compte « charges d'intérêts ».

Pour l'exercice 2021, la Banque a reconnu kCHF 163 (kCHF 31 en 2020) d'intérêts négatifs sur des éléments d'actif. Ces intérêts négatifs ont été comptabilisés en charges dans le compte « produits d'intérêts ».

8.3 Répartition des charges de personnel

Répartition des charges de personnel	2021	2020
CHF 1'000		
Salaires et indemnités	4'909	4'044
Charges sociales	455	400
Contributions aux institutions de prévoyance	509	390
Autres frais de personnel	255	107
Total des charges personnel	6'128	4'941

8.4 Répartition des charges d'exploitation

Répartition des charges d'exploitation	2021	2020
CHF 1'000		
Externalisation de services (informatique et back-office)	4'540	3'965
Frais de communication et publicité	483	308
Coût des locaux	989	973
Frais d'administration et de consultation	427	246
Frais d'audit externe (audit financier et prudentiel)	232	231
Frais d'audit externe (autre)	-	-
Autres charges d'exploitation	1'211	963
Total des charges d'exploitation	7'882	6'686

Le contrat liant la société Avaloq Sourcing Switzerland & Liechtenstein (ASSL) à la Banque se terminait initialement au 31 décembre 2021. La Banque ayant décidé d'y mettre fin de manière anticipée au 31 décembre 2020, ASSL a transmis sa facture finale d'un montant de kCHF 1'962, montant qui inclut à la fois les coûts relatifs aux services qui ont été fournis durant l'exercice 2021, ainsi qu'une pénalité pour la rupture anticipée du contrat. Au 31 décembre 2021, la Banque a ainsi reconnu kCHF 1'423 en coûts d'Externalisation de services (informatique et back-office) relatifs à cette facture, le solde ayant déjà été reconnu sur l'exercice 2020.

8.5 Produits extraordinaires

Produits extraordinaires	2021	2020
CHF 1'000		
Reprise de réserves latentes	1'046	-
Produits afférents à un exercice antérieur	11	-
Total des produits extraordinaires	1'057	-

En 2021, la Banque a repris CHF 1'046k de provision pour autres risques, provision considérée comme réserve latente. Le détail de cette reprise est mentionné en annexe 6.7.

8.6 Impôts

Impôts	2021	2020
CHF 1'000		
Charges relatives aux impôts courants	448	395
Charges relatives aux impôts latents	-	-
Total des impôts	448	395
Taux d'imposition moyen	N/A	N/A





KPMG SA
 Financial Services
 Suisse romande
 Esplanade de Pont-Rouge 6
 Case postale 1571
 CH-1211 Genève 20
 +41 58 249 25 15
 www.kpmg.ch



Banque du Léman SA
 Rapport de l'organe de révision
 sur les comptes annuels
 à l'Assemblée générale

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale de

BANQUE DU LÉMAN SA, GENÈVE

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de Banque du Léman SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état des capitaux propres et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2021 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chif. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

KPMG SA

Nicolas Moser
 Expert-réviseur agréé
 Réviseur responsable

Romain Tranchesi
 Expert-réviseur agréé

Genève, le 29 mars 2022

Annexe :

- Comptes annuels constitués du bilan, du compte de résultat, de l'état des capitaux propres et de l'annexe
- Proposition concernant l'emploi du bénéfice au bilan

Merci !

banque
du **léman**

